

**Azerbaïdjan - Relations bilatérales -  
Déclaration de M. François  
Hollande, président de la  
République  
(Paris, 14 mars 2017)**

Mesdames, Messieurs,

Je reçois avec beaucoup de plaisir le président Aliyev. Il était déjà venu à Paris et nous avons posé les bases de ce qu'est notre relation. Nous avons aussi cherché, dans un autre contexte, à trouver les solutions pour régler la question du Haut-Karabagh.

Mais aujourd'hui, le président Aliyev est là, pour mesurer le chemin parcouru et pour bien appréhender ce qu'il nous reste à faire.

D'abord, les relations entre la France et l'Azerbaïdjan sont bonnes. Bonnes dans de nombreux domaines : politique, nous savons le rôle que joue l'Azerbaïdjan pour justement être capable de parler à tous les partenaires de la région et au-delà. Bonnes aussi parce que nous cherchons - c'est notre seul objectif - la paix et aussi à lutter contre le terrorisme, puisque nous sommes confrontés à une menace qui n'est pas simplement liée à une région, mais qui est, hélas, liée à une situation planétaire.

Sur le plan économique, nous avons considérablement renforcé notre présence en Azerbaïdjan et nous faisons en sorte que nos entreprises puissent y investir et négocier aussi des contrats pour réaliser les équipements utiles à la population. Je me réjouis qu'il y ait eu des entretiens très fructueux entre le président Aliyev et le MEDEF et que plusieurs accords aient pu être signés, notamment un avec THALES.

Nous avons aussi voulu lancer une coopération en matière d'environnement. Nous sommes conscients que pour mettre en oeuvre l'Accord de Paris, il faut être capable d'échanger nos expertises et de régler un certain nombre de problèmes écologiques à travers des infrastructures, de l'énergie renouvelable et tout ce qui peut être favorable à l'environnement.

Nous avons aussi voulu qu'en matière de service public, il y ait une relation forte entre nos deux pays et que nous puissions mettre de l'innovation partout. Entre l'Azerbaïdjan et la France, il y a cette conception que les nouvelles technologies, le numérique comme d'ailleurs la transition énergétique doivent être des leviers pour la croissance.

Nous avons aussi - c'était un geste que j'avais particulièrement apprécié quand j'étais venu à Bakou - voulu lancer une coopération en matière d'enseignement. Le lycée qui est dans le

quartier français à Bakou a connu un grand succès. Aujourd'hui, nous sommes engagés sur le développement de l'Université franco-azerbaïdjanaise qui a ouvert ses portes en septembre dernier et qui connaît un grand succès. Beaucoup d'universités françaises sont liées maintenant à cet établissement.

Je voudrais insister maintenant sur deux autres sujets. Le premier, ce sont les discussions qui se sont engagées entre l'Azerbaïdjan et l'Union européenne, nous y sommes favorables. Nous pensons qu'il est très important que ces négociations puissent aboutir parce que c'est d'abord le sens du partenariat oriental que l'Europe a voulu engager et que la France soutient depuis le départ.

Ensuite, il y a la question du Haut-Karabagh, je l'ai évoquée, nous considérons que le statu quo n'est pas la bonne option et qu'il y a des risques, on les a vus réapparaître à travers les incidents d'avril dernier. Donc, nous souhaitons qu'il puisse y avoir la reprise des négociations. La France est coprésidente pour le Groupe de Minsk, nous voulons, avec les États-Unis et la Russie, favoriser ce processus.

Nous pensons que les paramètres sont connus et qu'il est possible de trouver une issue à un conflit qui n'a que trop duré. C'est le sens aussi des relations que nous avons établies entre le président Aliyev et moi-même parce que nous pensons que chaque fois que nous pouvons contribuer à la paix, c'est le sens même de la relation que nous voulons établir et de l'action que nous voulons conduire au plan international.

Notamment, lorsqu'il y a des tensions - l'Europe en connaît en ce moment avec la Turquie - notre rôle est de parler, de dire très clairement ce que nous acceptons, ce que nous n'acceptons pas et de faire en sorte que nous puissions, là-aussi, contribuer à l'apaisement. Car, nous avons besoin, l'Europe, de la Turquie et la Turquie de l'Europe. Je pense que nous devons, pour ce sujet comme sur d'autres, toujours favoriser le dialogue./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)